

EN DIRECT DE LA COLLINE PARLEMENTAIRE



Les sous-marins

■ Le gouvernement a toujours l'intention d'acheter des sous-marins à propulsion nucléaire, et cela continue d'alimenter sur la colline parlementaire le débat le plus animé qui soit en matière de paix et de sécurité; presque tout le monde a une opinion à ce sujet.

À la mi-février, le Conseil canadien des églises a publié une lettre qu'il avait fait parvenir au premier ministre; elle avait été signée par douze chefs religieux, y compris des représentants des Églises catholique romaine, Unie, Anglicane, Luthérienne et Presbytérienne. Il y était dit qu'en achetant des sous-marins nucléaires, le Canada violerait sa propre politique sur le commerce des matières nucléaires et qu'il risquerait ainsi d'être entraîné dans une stratégie maritime dangereuse et provocatrice. Le chroniqueur William Johnson de la *Montreal Gazette* a condamné la lettre en la qualifiant d'«ineptie moralisante».

Dans une étude rendue publique à la fin de février, le Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement (CCCAD) a conclu que les frais de fonctionnement pourraient porter le coût total du projet bien au-delà des estimations officielles de huit milliards de dollars. Cette observation s'ajoutait à un autre rapport du Centre qui préconisait que la construction d'une flotte de sous-marins à propulsion nucléaire menacerait l'esprit du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Dans le rapport, on soutenait que le carburant destiné aux sous-marins ne serait pas assujéti aux clauses de vérification ou d'inspection appliquées par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à qui il incombe d'administrer le Traité. Dans un article paru le 12 mai dans le *Globe and Mail*, les deux auteurs du rapport du CCCAD ont affirmé que le Canada n'avait de toute évidence pas l'intention d'utiliser les matières nucléaires pour fabriquer des bombes, mais qu'il établissait

malgré tout un fâcheux précédent en profitant d'une lacune du TNP et en ne révélant à personne d'autre qu'à son éventuel partenaire dans le marché des sous-marins (la France ou le Royaume-Uni) les modalités de l'accord relatif aux matières nucléaires. John Lamb et Tariq Rauf ont affirmé que ce marché risquait de miner la crédibilité du Canada en tant qu'avocat de la non-prolifération nucléaire.

Dans une allocution prononcée devant l'Institut canadien des affaires internationales le 26 mars, le général Gérard Thériault, autrefois Chef de l'état-major de la Défense, a déclaré que l'acquisition de sous-marins nucléaires augmenterait sans doute énormément les moyens de défense maritime du Canada, mais qu'elle pourrait bien représenter une extravagance que le pays ne peut se permettre, vu son budget de défense très modeste. «Après tout, nous avons d'autres besoins, hormis celui-là!»

Toutes les opinions n'étaient pas négatives. Tandis qu'il témoignait devant le Comité de la défense (Chambre des communes), Rod Byers, du Centre des études internationales et stratégiques (Université York), s'est dit favorable à l'achat des sous-marins, car le Canada acquerrait ainsi la capacité d'agir librement dans un milieu maritime fort dangereux. Selon le *Globe and Mail* du 6 mai, M. Byers a poursuivi en soulignant que le Canada doit pouvoir utiliser ses forces navales indépendamment de celles de ses alliés de l'OTAN. Le 12 mai, toujours dans le *Globe and Mail*, le vice-amiral (à la retraite) D.N. Mainguy, qui a été Vice-chef de l'état-major de la Défense jusqu'en 1985, a fait valoir qu'une bonne partie de l'information employée par divers groupes participant au débat public sur les sous-marins était inexacte. «Le gouvernement fédéral va choisir entre deux bons sous-marins qui ont tous deux fait leurs preuves... Et nous en avons besoin.»

Le 7 mars, alors qu'il prenait la parole devant le Comité de la défense, M. Perrin Beatty, ministre de la Défense nationale, a vaillamment défendu les estimations gouvernementales qui fixent le coût du projet à huit milliards de dollars. Il a dit qu'il y avait eu des «reportages plutôt inexacts sur la question des coûts», que c'était «une dépense que nous [pouvions] nous permettre et que le

projet ne [nuirait] en aucune façon à ceux qui [étaient] proposés par les forces terrestres et par les forces aériennes». Il a ajouté que le chiffre de huit milliards de dollars ne comprend pas les frais de fonctionnement et d'entretien, car «il est d'usage courant, lorsque l'on annonce le lancement de projets de la Couronne... de préciser le coût d'acquisition».

Relativement au Traité sur la non-prolifération nucléaire, M. Beatty a déclaré que la façon dont le Canada envisageait d'utiliser les matières nucléaires destinées aux sous-marins respecterait en tous points ses obligations concernant la non-prolifération. Répondant à des questions que lui adressait le député libéral Douglas Frith, M. Beatty a dit : «Si... ce traité avait été conçu pour interdire d'une certaine façon l'utilisation de la propulsion nucléaire pour des bâtiments militaires, il l'aurait précisé... Ce que nous allons prouver, c'est qu'un pays qui... utilise l'énergie nucléaire à des fins civiles et militaires peut l'utiliser conformément à l'esprit du TNP...» (sic)

La politique de défense du Nouveau Parti Démocratique (NPD)

■ Le 16 avril, le Conseil fédéral du Nouveau Parti Démocratique a adopté un rapport de son Comité des affaires internationales qui exprimait en fait officiellement la politique du Parti. Celui-ci continue de dire que, sous un gouvernement néo-démocrate, le Canada se retirerait de l'OTAN, mais il promet d'attendre son deuxième mandat avant d'agir en ce sens. Parmi les autres volets importants de la politique de défense du NPD, signalons une restructuration profonde des forces terrestres canadiennes et l'achat de sous-marins à propulsion diesel-électrique au lieu des sous-marins nucléaires que le gouvernement compte se procurer.

Les opinions de la presse étaient partagées. James Bagnall, spécialiste de la défense au *Financial Post*, a déclaré que la nouvelle politique contrastait beaucoup avec la réaction que le Parti avait affichée l'été dernier face au Livre blanc sur la défense, notamment parce qu'il propose maintenant d'engager des dépenses importantes en matière de défense. Le *Toronto Star* et le *Winnipeg Free Press* ont accusé le Parti de triquer

sa position au sujet de l'OTAN, tandis que Lysiane Gagnon (*La Presse*) déclarait qu'il s'agissait là «d'un autre beau cas d'opportunisme électoral». Quant à lui, l'*Edmonton Journal* affirmait que la nouvelle politique laissait tomber le voile de l'idéalisme et qu'elle s'éloignait des résolutions utopiques du passé pour se rapprocher de la réalité.

(Pour en savoir plus long sur les sous-marins à propulsion nucléaire et les politiques de défense de l'Opposition, voir la *Chronique de la défense*, à la page 16.)

En bref...

■ Le 29 janvier, la Chambre des communes a convenu de former un Comité spécial pour examiner le processus de paix en Amérique centrale et faire rapport sur cette question. Le Comité, dirigé par John Bosley, ancien orateur de la Chambre, a commencé à tenir des audiences en mars; il lui incombe de trouver des moyens par lesquels le Canada pourrait aider à conserver sa vigueur au plan Arias et participer à la conception, voire à la mise en oeuvre de mécanismes de vérification et de contrôle ou d'autres mesures propres à accroître la confiance. Le Comité s'est rendu dans la région du 8 au 18 mai et il est censé déposer un rapport provisoire d'ici la fin de juin.

■ Le gouvernement a accepté, le 28 avril, de détacher cinq officiers des Forces canadiennes pendant un an au maximum auprès d'une équipe multinationale de l'ONU qui comprendra cinquante militaires environ et qui observera le retrait des troupes soviétiques de l'Afghanistan. La Mission des bons offices des Nations-Unies en Afghanistan et au Pakistan (UNGOMAP) surveillera paisiblement et sans intervenir le retrait des 150 000 soldats soviétiques, retrait qui s'opérera d'ici la fin de 1988, conformément à un accord négocié par l'ONU et signé le 14 avril à Genève par l'Afghanistan, les États-Unis, le Pakistan et l'Union soviétique. Les rebelles musulmans qui combattent le gouvernement afghan appuyé par l'URSS depuis 1979 ont juré de passer outre au traité et de poursuivre leur lutte contre les Soviétiques. □

- GREGORY WIRICK